

Les groupes d'experts, décriés mais inévitables

- 18.09.2024
- Le Temps

POLITIQUE FÉDÉRALE Fortement médiatisées ces derniers temps dans les débats sécuritaires ou financiers, les commissions de spécialistes externes ne soulèvent pas des torrents d'enthousiasme parmi les politiques... même si elles sont souvent utilisées PHILIPPE BOEGLIN, BERNE X ÜBoeglinP Ces derniers temps, ils ont occupé le devant de la scène, paradoxalement bien plus que les ministres qui les ont nommés. Le groupe d'experts en finances fédérales et la Commission d'études sur la politique de sécurité ont déroulé leurs propositions par dizaines, tandis que la table ronde sur la pénurie de logement a engagé un échange entre acteurs du secteur.

Les réactions ont été vives, positives comme négatives. Parmi les griefs, certains reprochent au Conseil fédéral, et aux magistrats concernés Guy Parmelin, Karin Keller-Sutter et Viola Amherd, de se défausser de leur responsabilité sur les organes externes. Les experts «hors machine» ont la cote, et ce n'est pas nouveau. Ils l'ont déjà eue par le passé, si l'on pense au groupe formé par Alain Berset pour maîtriser les coûts de la santé, ou aux tables rondes de Johann Schneider-Ammann sur le franc fort. «Ces groupes d'experts remontent aux années 1980-1990.

C'était alors une forme de tradition: les lobbies verrouillaient beaucoup plus le processus en étant présents dans ces groupes», analyse Roger Nordmann, conseiller national (VD) et ancien chef du groupe parlementaire socialiste. «Une décartellisation s'est produite depuis lors et l'administration s'est renforcée, elle qui est censée défendre l'intérêt général.» Oser des idées qui fâchent Le procédé est controversé. Il a, selon certains interlocuteurs, de bons côtés et une utilité, selon le «sujet que l'on veut traiter. Pour montrer le spectre des opinions, ces organes peuvent être bénéfiques», accorde le sénateur Benedikt Würth (Le Centre), ancien conseiller d'Etat du canton de Saint-Gall.

«Le groupe d'experts est plus libre que le Conseil fédéral, c'est l'avantage. Il peut élargir les perspectives et présenter plus d'idées qui fâchent. Il n'est pas dépendant du soutien politique», énumère Serge Gaillard, ancien chef de l'Administration fédérale des finances et président du groupe d'experts en finances fédérales. Impossible cependant de se contenter d'aligner les différentes positions des membres composant l'organe. «Au final, le groupe doit adopter une position commune», et «les divergences d'opinions ressortent de toute manière ensuite», observe Benedikt Würth.

C'est ce qui s'est produit avec le groupe sur les finances fédérales, dont les propositions se voient sèchement attaquées par la gauche, et avec la Commission d'études sur la politique de sécurité, que la gauche rose-verte - à nouveau - mais également l'UDC, ont mise en pièces. Le conseiller national Thomas Hurter (UDC/SH) en sait quelque chose: membre de ladite commission, il n'a guère apprécié la méthode de travail... et remet en question le concept en général.

«Je trouve pénible de commencer le processus politique comme cela. Cela dénote, de mon point de vue, un manque de courage pour «Le groupe d'experts est plus libre que le Conseil fédéral, c'est l'avantage. Il peut présenter plus d'idées qui fâchent» SERGE GAILLARD, EX-CHEF DE L'ADMINISTRATION FÉDÉRALE DES FINANCES prendre des décisions. Je ne porte pas ces groupes d'experts en haute estime.» Le Schaffhousois voit deux variantes: «Les organes qui confirment le cap choisi par le département et son chef, et ceux qui permettent de détourner un peu l'attention, comme le groupe de Serge Gaillard.

Ici, les membres proviennent de milieux différents de la famille politique de Mme Keller-Sutter. Elle garde ainsi la possibilité de prendre des décisions plus modérées.» Un Conseil fédéral «très

faible» Roger Nordmann n'est pas plus enthousiaste à l'égard de l'exercice. «Le but est de penser out of the box, de sortir du bocal. On peut y recourir quand le politique n'a plus de vision claire, ou n'a pas le courage de dire ce qu'il veut.

» Si le Conseil fédéral emploie cet outil en ce moment, c'est parce qu'il «est très faible. Il ne développe pas de projets, a peu d'idées. Il externalise donc la réflexion.». Le socialiste préconise une autre voie.

«Plutôt que de nommer des groupes d'experts ou commissions d'études, la ou le conseiller fédéral pourrait très bien écouter les experts externes les uns après les autres, et construire ensuite la solution.» Un autre Vaudois grimace à l'évocation du phénomène. «Les consultants externes (de type McKinsey) épuisent les équipes internes. Ils n'ont jamais travaillé sur le dossier, vous inondent de questions et pompent des informations et implicitement de l'argent public», décoche le sénateur et ancien conseiller d'Etat Pascal Broulis (PLR). Certes, ni Guy Parmelin, ni Karin Keller-Sutter, ni Viola Amherd n'ont recruté de grands et onéreux cabinets de conseil.

Ils ont choisi des personnalités économiques, scientifiques ou politiques. Cela change un peu la donne. Mais n'efface pas le scepticisme de Pascal Broulis vis-à-vis de la pratique en soi, même s'il n'est pas fermé à solliciter parfois des experts dans des domaines pointus. «Il faut faire confiance à l'administration, mettre les gens entre eux, pour que les compétences de l'interne s'auto-alimentent et débouchent sur des propositions. Quand vous utilisez les compétences, les gens sont fiers et valorisés, ils deviennent des agents du changement.

» Car, comme le résume Benedikt Würth, les experts externes «ne dispensent pas le gouvernement de gouverner», h.